

«L'organisation terroriste Hamas doit enfin être interdite en Suisse»

OPINION

Depuis des années, nous et d'autres organisations juives demandons l'interdiction de l'organisation terroriste Hamas en Suisse. Jusqu'à présent, nous n'avons pas été entendus. Les récentes attaques massives du Hamas contre Israël nous montrent une fois de plus que le Hamas ne peut qu'être qualifié d'organisation terroriste brutale. Toute autre position serait incompréhensible. Le matin de la grande fête juive de Simchat Torah, des milliers de roquettes se sont abattues sur tout Israël. Des commandos terroristes ont pénétré loin à l'intérieur du pays. Leurs cibles étaient principalement des civils dans les villes, les villages, les kibboutzim. Même un festival de musique a été attaqué, ce qui n'est pas sans rappeler le massacre du Bataclan. Des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont été brutalement assassinés et, dans de nombreux cas, littéralement exécutés. Des dizaines de personnes, y compris des personnes âgées, des femmes et des enfants, ont été emmenées dans la bande de Gaza. Nous exigeons maintenant que la Suisse prenne clairement position et interdise ainsi l'organisation terroriste Hamas.

Le Hamas défend une idéologie profondément antidémocratique, contraire à la dignité humaine, et antisémite. Une vision totalement opposée aux valeurs de notre Constitution, dont nous célébrons cette année les 175 ans!

Dans sa charte fondatrice, le Hamas appelle au meurtre des juifs et invoque un mythe antisémite de conspiration mondiale. Jusqu'à présent, le Conseil fédéral suisse s'est basé sur un document de position du Hamas datant de 2017, dans lequel le Hamas se montrerait «plus pragmatique». Ce document



RALPH LEWIN
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION SUISSE
DES COMMUNAUTÉS ISRAËLITES

Le Hamas peut se déplacer librement en Suisse, y collecter des dons et y gérer ses finances

de position ne remplace toutefois pas la charte fondatrice, document qui n'a jamais été déclaré sans objet jusqu'ici. Et même dans le nouveau document de position, le droit à l'existence d'Israël est contesté et la lutte armée est défendue comme un moyen légitime de résistance. Ces deux points ont été condamnés par le Conseil fédéral dans le passé.

Malgré cela, la politique suisse au Proche-Orient se considère toujours en dialogue avec le Hamas. Selon la tradition des «bons offices», il faudrait parler avec toutes les parties au conflit, afin de permettre un dialogue et la possibilité de discussions en vue d'une hypothétique paix. Le Hamas s'est désormais totalement discrédité comme interlocuteur pour la paix.

Une classification claire du Hamas comme organisation terroriste, et une interdiction basée sur cette classification font l'objet de discussions récurrentes en Suisse depuis des années. Le Conseil fédéral a adopté à plusieurs reprises le point de vue selon lequel la loi fédérale sur le renseignement ne permettrait une telle interdiction que si les Nations unies prenaient une décision dans ce sens. Sur cette base, deux groupes terroristes sont donc actuellement effectivement interdits: Al-Qaïda et l'Etat islamique. Cette approche formaliste est encore plus incompréhensible qu'avant, au vu des événements de ces derniers jours.

Le Conseil fédéral a tout de même condamné les positions et les actions inacceptables du Hamas dans le passé. Mais il méconnaît et nie le fait que, sans une interdiction claire, le Hamas continue de bénéficier d'une légitimité en tant qu'acteur politique normal. Et ce, d'autant plus que le Hamas peut se déplacer librement en Suisse, y collecter des dons et y gérer ses finances. Cela est impensable dans l'UE, aux Etats-Unis et dans d'autres pays, où le Hamas est depuis longtemps considéré comme une organisation terroriste.

La communauté juive est horrifiée par les attaques brutales du Hamas. Il s'agit de terreur pure et simple contre des civils – hommes, femmes, enfants et personnes âgées. Le Hamas a montré au monde entier, sans pitié et sans retenue, ce qu'il représente et incarne. Il est plus que temps que le Conseil fédéral et le parlement se positionnent clairement et donnent un signal. En Suisse aussi, le Hamas doit être désigné et traité pour ce qu'il est: une organisation terroriste. ■

Gaza: comme il y a 50 ans?

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

Un vieux foyer de guerre se rallume au Proche-Orient, avec la cinquième guerre de Gaza déclenchée par le Hamas, le 8 octobre. La comparaison avec la guerre de Kippour en octobre 1973 ne vaut que par l'effet de surprise suscité dans les deux cas par la soudaineté de l'attaque. Il y a 50 ans, il s'agissait d'un épisode militaire mettant aux prises trois armées constituées (Israël, la Syrie et l'Égypte). Les forces israéliennes ont d'abord vacillé à la suite de l'erreur d'analyse des services de renseignement, avant de se reprendre. Ravitaillée en armes fournies d'urgence par les Américains (mais non sans conditions), l'armée israélienne renversa la situation sur le terrain. La diplomatie d'Henry Kissinger permit de stopper une offensive israélienne sur le canal de Suez qui menaçait Le Caire (et une autre qui n'était qu'à 20 kilomètres de Damas) et jeta les bases des pourparlers de paix entre l'Égypte et Israël cinq ans plus tard. Kissinger dut mettre dans son jeu l'Union soviétique, qui avait pris fait et cause pour ses alliés égyptien et syrien de l'époque.

L'erreur des services de renseignement israéliens s'est répétée la semaine dernière: pas de données exploitables, appréciation subjective de l'état d'esprit des responsables de Gaza. Cette fois, c'est la population civile qui était la cible délibérée des commandos terroristes. L'armée n'a été en mesure de réagir que six heures plus tard, entravée notamment par le manque de transports pour amener les troupes sur place. Le contexte interne et la situation internationale sont aussi complètement différents. Le gouvernement le plus impopulaire et le plus marqué à droite de son histoire a semé la division au sein de la société israélienne. L'affaiblissement de la cohésion interne a été exploité par le Hamas. Même si l'opposition a serré les rangs derrière l'exécutif, y compris du côté des réservistes, la constitution d'un gouvernement d'union nationale, qui serait normal en temps de guerre, paraît se heurter à des réticences de la part de la coalition au pouvoir. En outre, les priorités du premier ministre Netanyahu ont eu pour effet l'augmentation du peuplement de la Cisjordanie par des colons juifs, le refus de tout règlement avec les Palestiniens, la montée de la violence dans les territoires occupés et les provocations aux lieux saints de Jérusalem. Les manquements constatés dans la défense et la protection de la population donneront sans doute lieu à une enquête publique du type de celle qui avait suivi la guerre de Kippour (Commission Agranat) en 1974. Sur le plan international, l'ampleur et la sophistication de l'attaque du Hamas laissent entrevoir qu'elle a disposé du soutien de l'Iran et de la collaboration avec les unités terroristes sévissant dans le Sinaï. Déjà on a vu la Russie s'en tenir à une position minimale (pas de condamnation, demande d'un cessez-le-feu immédiat) tandis que la Chine souhaitait la relance des efforts de règlement sur le plan diplomatique mais sans en prendre elle-même l'initiative. Pour l'heure, les armes vont parler, puis viendra le temps de la diplomatie.

Quelles sont les chances d'une réédition de l'exploit de Kissinger à fin 1973? L'ONU, le Quatuor (ONU, Etats-Unis, Russie, Union européenne) restent en principe favorables à une solution à deux Etats qui paraît dépassée à beaucoup d'observateurs. De toute façon, les développements sur le terrain n'ont pas permis la réalisation de cet objectif: durcissement de la colonisation israélienne, perte d'influence de l'Autorité palestinienne. Les accords passés entre Israël et deux pays du Golfe en 2020 contournaient le problème palestinien. L'Arabie saoudite, qui envisageait de s'y joindre, s'est montrée plus exigeante sur la question. L'Iran craint le rapprochement entre Tel-Aviv et Riyad. Aujourd'hui, on voit mal le Quatuor reprendre du service: les intérêts de la Russie sont trop divergents d'avec ceux des Etats Unis, qui ont eux-mêmes un intérêt moindre dans la région, même s'ils en sont l'ultime garant de la sécurité. La situation doit d'abord, hélas, se décanter sur le plan militaire avant que les diplomates ne puissent intervenir. ■

Ma Suisse de demain: pour un système de santé équitable

CARTON ROUGE

«La force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres». Citée en préambule de notre Constitution, cette phrase résume le sens de mon combat en tant que politicienne socialiste. Elle a beau avoir été adoptée il y a 175 ans par la Diète fédérale, elle souligne notre engagement commun pour une Suisse plus juste et plus équitable. C'est aussi ma vision du monde de demain.

J'aimerais en particulier que toutes les personnes aient le même accès aux soins médicaux en Suisse, alors qu'une médecine à deux vitesses s'y est installée. De 15 à 20% de la population renonce à des soins médicaux nécessaires pour des raisons financières. C'est inacceptable! L'augmentation moyenne des primes d'assurance de 8,7% en 2024 – la plus forte depuis vingt ans – va pousser de nouvelles personnes à choisir la franchise maximale, puis à devoir renoncer à consulter par manque d'argent. Une situation humainement dramatique, et financièrement catastrophique, puisqu'il coûte beaucoup plus cher de soigner une maladie qui n'a pas été détectée à temps.

Avec en tête toutes les personnes qui ne touchent aucun subsides et qui chaque année sont étranglées par la nouvelle hausse des prix de l'assurance de base, je lève mon carton rouge! Je le lève face aux partis bourgeois, qui sous la coupole fédérale restent passifs face à la hausse des coûts: durant la législature qui se termine, ils ont refusé toutes les mesures pertinentes et efficaces pour faire baisser les coûts. Parce qu'au fond, ce qu'ils défendent avec vigueur, ce sont les intérêts des assureurs maladie, des cliniques privées et des pharmas, nombre d'entre eux siégeant dans les conseils d'administration des mêmes entreprises.



VALÉRIE PILLIER CARRARD
CONSEILLÈRE NATIONALE (PS/FR),
VICE-PRÉSIDENTE DU PS SUISSE ET PRÉSIDENTE
DE PRO FAMILIA SUISSE

Une médecine à deux vitesses s'est installée

En matière de santé, le lobbying atteint des proportions inquiétantes: 90 parlementaires sont des lobbyistes de la santé, soit un-e représentant-e du peuple sur trois, alors que les assuré-e-s et les patient-e-s n'ont pratiquement aucun relais. De plus, les rémunérations des politiciens lobbyistes restent généralement secrètes, un manque de transparence dénoncé depuis longtemps par Transparency International. Je lève mon carton rouge face à la force toujours plus grande des lobbys de la santé au parlement, qui continuent impunément à faire des profits sur le dos des patient-e-s.

Pourtant, pas de miracle: pour enrayer l'explosion des primes, il faut s'en prendre aux coûts de la santé en Suisse. Et donc avoir le courage de remettre en cause le système actuel, qui a largement fait la preuve de ses dysfonctionnements. J'appelle de mes vœux une réforme générale du système de santé,

dont l'objectif doit être d'introduire une gestion du système de santé par l'Etat, avec contrôle de qualité et régulation des prix des prestations et des médicaments, sans oublier la fixation des primes en fonction du revenu de l'assuré-e.

Une caisse maladie publique, que défend depuis longtemps mon parti, est l'une de prochaines étapes nécessaires. Car c'est bien le contrôle central et l'uniformité du système qui permettent de maîtriser les coûts, en évitant des réserves exagérées et en économisant en plus sur les frais administratifs. La caisse unique aurait pour énorme avantage de renforcer la transparence sur les coûts. Ma vision du monde de demain, c'est aussi une société qui donne la priorité à la prévention pour progressivement endiguer la hausse des coûts. Pourquoi ne pas systématiser l'examen de santé annuel complet afin de dépister les problèmes au plus tôt, appliquant le sage principe du «prévenir plutôt que guérir»?

Chez nous, pour des raisons financières, toujours plus de personnes renoncent à se faire soigner: une vraie bombe à retardement en termes de santé et de coûts. Pour contrer la tendance, je défends donc au parlement également l'initiative d'allègement des primes, qui demande de limiter leur montant à 10% du revenu. Pour plus de justice et d'équité, car ne l'oublions pas, «la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres». ■

Chaque mardi, «Le Temps» donne tour à tour la parole à six politiciens romands de différents partis et cantons, candidats aux élections fédérales. Pour leur dernière tribune avant le 22 octobre, «Le Temps» leur a demandé d'évoquer la Suisse de demain.

SUR NOTRE SITE

Vous nous avez écrit sur le Grand Théâtre de Genève

Un débat est né dans ces colonnes début septembre sur les mises en scène contemporaines de l'opéra, lancé par le ténor Emiliano Gonzalez Toro à l'occasion du renouvellement de la direction du Grand Théâtre de Genève. Le Regietheater est-il allé trop loin et faudrait-il lui attribuer une certaine désaffection du public? Le sujet a été repris par d'autres médias comme France Musique ou la revue «Diapason»; il nous a aussi valu des lettres de lecteurs, amateurs d'opéra dans le plus beau sens du terme. Retrouvez-les sur notre site et, vous aussi, participez à la discussion.

www.letemps.ch/opinions